# **Termes de Reference pour le poste d’Expert Court Terme**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF |
| Partenaires | Tunisie, Côte d’Ivoire, Burkina Faso |
| Opérateurs | Expertise France et CFi |
| Directrice de Projet | Emilie Bècle |
| Email | Emilie.becle@expertisefrance.fr |
| Pays/institution | **Tunisie – Ministère des Affaires locales et de l’Environnement** |
| Opérateur sur l’activité | **Expertise France** |
| Activité | **B 3 – 3.1 Elaboration d’un Guide Pratique des Principes Open Gov au niveau local** |

# **Expertise court terme : Elaboration d’un Guide Pratique des Principes Open Gov au niveau local (B 3 – Activité 3.1)**

# Description et contexte du PAGOF

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), la France s’est engagée à soutenir la transparence de l’action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d’action. Dans cette perspective, l’AFD a instruit et financé le **Projet d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l’AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d’Expertise Technique Internationale) et CFi (Agence Française de coopération médias) ce projet d’Assistance Technique sur une durée de 3 ans à destination des pays d’Afrique francophone, et ainsi d’accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l’initiative internationale (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire).

L’objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l’action publique et l’accès aux données, l’intégrité de l’action publique et des agents publics et l’utilisation des nouvelles technologies en faveur de l’ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l’appui aux autorités, et CFi de l’appui aux organisations de la société civile (dont les médias).

Deux axes d’intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s’attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d’Action National (PAN).

# Description des Objectifs de l’activité

L’activité s’exerce dans le cadre de l’Engagement 4 du 2ème PAN de la Tunisie (2016-2018) : « Améliorer la transparence et l'ouverture locale du gouvernement ».

Conformément à la nouvelle Constitution tunisienne qui appelle à soutenir la décentralisation et à consacrer la transparence et la gouvernance locale, cet engagement permettra de développer des mécanismes pratiques pour ancrer les principes de responsabilité et de participation dans la conception et la mise en œuvre des programmes et projets à ce niveau local.

L’Objectif de l’activité est :

* La rédaction d'un guide pratique pour expliquer les principes de gouvernement ouvert et diverses applications/expériences au niveau local et existant en Tunisie, afin d'encourager les projets et les initiatives qui pourraient être lancés dans ce domaine.
* Ce guide éclaircit les principes du gouvernement ouvert et ses applications au niveau local et facilitera de fait la création de projets et les initiatives dans les domaines liés au gouvernement ouvert, surtout en matière d’ouverture des données, participation électronique et développement de nouveaux services publics de qualité via l’utilisation des TIC.
* Ce guide est à réaliser en collaboration avec les formateurs du CEFAD (Centre de Formation et d’Appui à la Décentralisation de Tunisie) et les OSC, notamment locales (participation aux ateliers)

Plus spécifiquement, l’expert devra contribuer à :

* **Pilotage et coordination de l’élaboration du guide** avec les formateurs du CEFAD, et l’intervention des OSC si nécessaire
	+ Réalisation de 3 ou 4 missions sur place pour travailler avec le CEFAD ;
	+ Travail à distance ponctuel pour orienter et piloter les formateurs du CEFAD ;
	+ Réalisation d’un atelier de concertation avec les OSC pour recenser et collecter les cas de bonnes pratiques et success story sur les principes de gouvernement ouvert
* **Préparation du contenu du guide** en lien avec les formateurs du CEFAD :
	+ Objectifs, public cible, enjeux ;
	+ Sensibilisation aux principes du gouvernement ouvert au niveau local
	+ Enjeux auxquels sont confrontés les élus, les agents des collectivités territoriales et les citoyens (principaux points de vigilance et les réflexes à adopter, aide aux réponses à apporter aux enjeux actuels, aide et soutien envers le citoyen, culture de la prévention, de l’information et du dialogue) ;
	+ Présenter et de valoriser quelques bonnes pratiques issues des collectivités et de la société civile pour favoriser plus de transparence et entrainer ces bonnes pratiques ;
	+ Illustration avec des cas concrets et « success story ».
* **Choix du design** et fixation de la table des matières du guide (design, mise en forme, mise en page, photos, etc)

# Livrables

* Guide Pratique des Principes Open Gov au niveau local
* 3 à 4 missions d’expertise terrain
* 1 atelier de concertation avec les OSC locales

# Type de contrat

Court terme

# Nombre de jours d’expertise

Maximum de 25 à 30 jours

# Calendrier prévisionnel

Du 15 mars au 30 juin 2018

# Lieu d’exécution

L’activité sera réalisée en Tunisie (Tunis principalement) dans les locaux des partenaires (CEFAD notamment) et en France.

# Profil requis de l’expert

Qualifications et compétences

* Connaissance des principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, lutte contre la corruption, e-gov, administration électronique au sein de l’administration centrale et locale ;
* Connaissance de l’administration publique décentralisée (enjeux, acteurs, etc) ;
* Connaissance du dialogue avec les Organisations de la Société Civile ;
* Excellentes compétences rédactionnelles.

Expérience professionnelle générale et spécifiques

* Expérience dans la mise en œuvre de projet/activités sur les principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, lutte contre la corruption, e-gov, administration électronique au sein de l’administration centrale et locale ;
* Expérience dans l’élaboration de guide méthodologie ou guide de bonnes pratiques sur le gouvernement ouvert, lien avec les élus locaux, agents des administrations décentralisées, société civile ;
* Capacité à travailler en milieu interculturel, capacité de mise en perspective des relations autorités/OSC et de faciliter leurs échanges
* Compétence en pilotage et coordination de projet/mission (organisation, modération, leadership de groupe de travail et atelier)

# Langue(s) de travail

Français